

La période écoulée est émaillée d'incidents ou d'articles qui construisent les conditions d'une incompréhension réelle, peut-être durable entre politiques et militaires.

Un incident fâcheux dans le contexte actuel

Dans le cadre d'une convention signée le 28 mai entre la Dicod pour le compte du ministère de la Défense et une société de production (Cf. [L'Opinion du 6 juin 2013](#), Jean-Dominique Merchet), l'autorisation a été donnée à Arielle Dombasle de filmer un clip sans consultation de l'aumônerie militaire dans un lieu consacré (Cf. [Mon billet du 14 octobre 2012 sur les aumôneries](#)). Une enquête de commandement a été ordonnée car comment comprendre que cela puisse arriver ? (Cf. [Lignes de défense du 5 juin 2013, communiqué de l'évêque aux armées](#)).

Ceci s'ajoute à la profanation de la chapelle de l'arsenal de Toulon le 12 décembre 2012, laissant « sans voix » le ministère de la Défense si j'en crois JD Merchet ([La profanation de la chapelle de Toulon laisse le ministre de la Défense sans voix](#)). Laisser s'installer une laïcité sectaire ou désinvolte, sinon d'opportunité pour être proche du pouvoir, n'est pas la bonne attitude et cela contribue à des relations dégradées entre le politique et le militaire.

Constatons un contrôle de plus en plus pesant du pouvoir politique sur les armées, suscitant des tensions sourdes et des combats réels en interne sur la gouvernance des armées. Il s'accompagne, comme tout le monde le sait, d'une diminution drastique des moyens attribués au nom de la rigueur, acceptée pourtant sans réserve dès lors qu'elle est égale pour tous.

Les effets médiatisés de la « Manif pour tous » à laquelle ont participé des citoyens de la communauté militaire en civil, leurs enfants, à titre privé, ont créé aussi une situation délétère. Les témoignages et l'exploitation politique ont montré une instrumentalisation grave dont les armées sont aujourd'hui victimes. Dans mes discussions, je constate que la méfiance et le soupçon montent et il n'est pas besoin d'être catholique pratiquant pour s'en apercevoir.

Cet ensemble de faits contribue à la construction de relations tendues, non exprimées certes à ce jour d'une manière formelle, mais réelles. Les chefs militaires sont fortement discrets. Leurs pouvoirs sont rognés ou en instance de l'être. Fragiliser encore plus leur autorité et les moyens de l'exercer au profit de la « technostructure » pourrait être lourd de conséquences. Il est vrai que prôner le cœur de métier a abouti à un tronc sans membres ni tête. Le cœur de métier est présent mais il ne peut plus faire grand-chose. Certes, cette mise sous une tutelle renforcée était annoncée (Cf. [mon billet du 11 mars 2012](#)).

Plus récemment, le chef d'état-major de l'armée de terre a fait part de ses inquiétudes sur les sacrifices demandés à l'armée de terre dans un courrier à l'état-major des armées et au cabinet du ministre. Le Monde s'en est fait l'écho (Cf. [Le Monde du 7 juin 2013](#)). Je retiens que la maquette du Livre blanc pour l'armée de terre est déjà considérée comme hors de portée.

Une perte d'influence des chefs militaires

Quel est le poids réel des chefs militaires à la tête des armées ? Loyalistes, ils sont au service de la nation et des politiques élus. Loyaux, ils sont la digue qui contient un mécontentement

interne. Les affaiblir serait grave. Ce mécontentement pourrait pourtant bien submerger la digue même si les appels à une révolution des œilletons ([Cf. Lignes de défense du 5 juin 2013](#)), à un « putsch » – vieux fantasme d'un autre temps – sont bien éloignés de l'éducation de nos cadres. L'armée est légaliste.

Les témoignages de satisfaction affichés, y compris aujourd'hui à nos forces rentrant du Mali, sont appréciés et ne sont pas forcément interprétés comme faisant partie d'un plan de communication. N'oublions pas cependant que « *C'est avec des hochets que l'on mène des hommes* » (Consul Napoléon Bonaparte en mai 1802 lors de sa décision de créer l'Ordre de la Légion d'honneur). D'autres sujets de préoccupation apparaissent avec la mise à l'index de certains généraux, des officiers sanctionnés, des services de renseignement enquêtant en interne comme le signale l'article du Monde du 8 juin 2013 [« Quand une revue d'extrême droite rêve d'un putsch militaire ? »](#).

Cette floraison d'articles sur le fantasme d'un putsch militaire est grave.

1) **Elle est grave** parce qu'elle cible à nouveau des généraux pour leurs orientations religieuses. Personnellement j'y verrais presque le retour de l'affaire des fiches de 1905 que j'ai un peu étudiée. J'avais certes déjà évoqué cette place prééminente des officiers catholiques, pas toujours tolérants, dans un article intitulé [« La laïcité dans les armées : une contrainte, une nécessité, une liberté ou une force ? »](#) et publié dans la revue *Inflexions* de l'armée de terre en juillet 2008. La liberté d'opinion doit être préservée tant qu'elle ne remet pas en cause la neutralité des armées au service de la République ou le bon fonctionnement interne de l'institution ce qui comprend la gestion correcte et équitable du parcours professionnel des personnels.

La gravité de la situation est reflétée par cet article du Monde du 8 juin 2013 avec cet « officiel » qui déclare : « *Les jeunes officiers peuvent se dire : si un cinq étoiles peut prendre la parole comme ça, pourquoi pas moi ?* » en se référant notamment aux engagements du général Dary. Or, ne l'oublions pas, il n'est plus en service actif. Aucun général en activité ne s'est exprimé publiquement contre le pouvoir politique même si la base souhaiterait que cela soit fait. Il n'y a pas de syndicat dans les armées pour exprimer un désaccord. Cette remarque faite par cet « officiel » est donc déloyale.

2) **Elle est grave** parce qu'elle fait douter du loyalisme des armées et de leurs chefs. Relisez pourtant « *Trois siècles d'obéissance militaire* » du maréchal Juin publié juste avant le jugement des putschistes d'Alger en 1964... Certes, il nous est régulièrement dit que celui qui n'est pas content, n'a qu'à démissionner. Comme il y a peu ou pas de démissions, je constate que tout le monde accepte le fait de se taire et la situation actuelle, sans aucun doute dans cette volonté de Servir qui caractérise en général la communauté militaire.

3) **Elle est grave** car elle est la conséquence à mon avis de l'article du Canard enchaîné auquel j'ai déjà fait référence ([Cf. Une semaine tendue sur les questions de défense et de sécurité du 26 mai 2013](#)). Chacun sait que le Canard enchaîné vit en grande partie des informations qui lui sont transmises. La mise en cause des généraux Puga et Dary a été lancée. Cela est d'autant plus grave que cet article a été suivi d'un billet le 5 juin cette fois de JD Merchet mettant en avant une revue d'extrême droite, inconnue, mais qui entretient la

polémique, en fait la publicité. La boucle est bouclée avec une reprise dans le Monde.

En résumé, mon sentiment est qu'il y a une volonté de déstabiliser l'institution militaire pour mieux lui imposer des réformes qui affecteront profondément et définitivement les armées.

Le mythe persistant du complot maçonnique

Je reviens sur cette revue d'extrême droite consultable sur le lien <http://lysnoir.tumblr.com/page/2> et <http://lysnoir.tumblr.com/page/5> (à la date du 9 juin 2013). Je ne me référerai qu'aux articles de cette revue « anarcho-royaliste » (c'est possible) ayant trait à mon billet. Les insultes de plusieurs autres articles à l'encontre de la classe politique suffisent certes à décrédibiliser ce « média ». Cependant sa lecture montre un grand nombre d'informations même si un certain nombre d'entre elles paraissent inexactes ou détournées. Une partie des textes reprend de nombreux articles publiés par des revues nationales.

Ce que j'en retire est cette opposition entre les généraux catholiques (ils le seraient donc tous ?) et les politiques francs-maçons appartenant au Grand Orient de France. Retour donc à 1904-1905 et à la IIIe République. Il est vrai que les rumeurs courent sur des appartenances maçonniques au sein du ministère de la Défense. L'Arsenal voit « *une armée française minée par les jeux vidéo à la base et par la franc-maçonnerie à la tête* ». Il semblerait selon l'un des articles du dossier que le Grand Orient de France disposerait même d'une association lui servant de « couverture » pour agir au sein des armées, l'association défense et république (ADER).

Pour ceux qui s'intéressent aux questions de défense, il faut noter que les obédiences maçonniques ne s'intéressent pas aux questions de défense. En outre, si on lit bien l'article, toutes les obédiences maçonniques seraient présentes à l'ADER. Il suffit de se rendre sur le site de [l'Express](#) pour voir le manque d'unité de ces associations et avoir quelques doutes sur les affirmations « complotistes » de l'Arsenal au sein des armées. Et puis pour quel but ?

Un appel au coup d'Etat bien peu sérieux

Dans l'appel au « putsch », l'Arsenal attend beaucoup des capitaines et des colonels des unités opérationnelles (« marsouins, cavaliers, forces spéciales, paras... ») pour prendre les affaires en mains ! Or, les officiers de l'armée française sont formés dans cet esprit de loyalisme envers les institutions et si l'on fait un bilan des putschs dans notre histoire, ils ne sont pas « légion » ... sans référence à quelques généraux légionnaires actuellement cités. L'officier français est légaliste. Nous sommes effectivement dans le fantasme alors pourquoi en parler autant ?

C'est enfin cette mise en cause des officiers non opérationnels, « plus francs-maçons que les autres » par exemple au contrôle des armées. Le poids du contrôle des armées est effectivement à maîtriser mais agit-il de sa propre initiative et n'est-il pas aux ordres directs du ministre de la Défense et de son cabinet ? La question n'est pas une appartenance à un réseau quelconque mais celle de savoir qui doit être le chef militaire des armées ou d'une armée. En outre, l'allégeance est politique avant toute autre si d'aucuns pouvaient en douter. Le reste n'est encore que fantasme.

La question que nous pouvons nous poser dans ce grand déballage est la suivante ; la confiance entre les chefs militaires et le pouvoir politique existe-t-elle aujourd'hui ? Débat récurrent lorsque la gauche est au pouvoir. Pourtant la droite au pouvoir a-t-elle su donner confiance aux chefs militaires ? Pas vraiment.

Constatons cependant l'affaiblissement de la position sociale du militaire, le rognage de ses responsabilités, le soupçon instillé à son encontre dans la société. Cela ne me semble pas très bon pour la République.